

BUDGET 2017

FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

EN BREF





Régis Labeaume
Maire de Québec

C'est avec fierté que nous vous présentons le budget de fonctionnement et d'investissement 2017 de la Ville de Québec. Celui-ci confirme le gel des taxes résidentielles qui avait été annoncé en janvier dernier et poursuit la diminution de la dette, en étant toujours axé vers la continuité de la saine gestion des finances de l'administration municipale.

Le budget a été élaboré en respectant notre mission première, soit d'assurer le développement cohérent du territoire, de favoriser la vitalité de notre collectivité, de fournir des services municipaux de qualité et de maintenir les équipements et les infrastructures publics en bon état.

Le gel des taxes se traduit par une baisse pour la majorité des propriétaires d'immeubles résidentiels. Nous avons également maintenu l'équilibre pour les gens d'affaires en limitant à l'inflation prévue l'augmentation moyenne des taxes non résidentielles, soit 1,8 %.

Nous avons également été rigoureux dans l'allocation des ressources financières consacrées à la masse salariale, au renouvellement des immobilisations, au service de la dette ainsi qu'aux autres dépenses de fonctionnement. Le budget d'investissement 2017-2018-2019 assure la continuité des travaux de réfection en cours et la mise en place, notamment, de nouvelles infrastructures socio-communautaires et sportives répondant aux besoins des citoyens.

L'arrivée de nouveaux programmes de subvention gouvernementaux nous permet d'accélérer la mise en oeuvre de projets d'infrastructures importants pour les réseaux d'aqueduc et d'égoûts et le traitement de l'eau potable.

Avec une dette en diminution pour une deuxième année consécutive, ce budget poursuit notre engagement de maintenir des services durables et de qualité, tout en respectant la capacité de payer des citoyens.

LE BUDGET 2017 EN BREF

La Ville de Québec présente les dépenses de fonctionnement et d'investissement (programme triennal d'immobilisations) à l'intérieur d'un même document afin d'offrir un portrait clair et efficace des finances de l'organisation.

Le budget de fonctionnement 2017

1 419,4 M\$

progression de **1,1 %**
par rapport au précédent budget,
soit une hausse de **15,8 M\$**

Le budget d'investissement (PTI) 2017-2019

1 787,4 M\$

augmentation de **28 %**, soit **391,4 M\$**

Dette nette en baisse

1 593,1 M\$

-35,8 M\$, soit -2,2 %, par rapport au budget 2016

Conformément à la planification du cadre financier, il est prévu que **la dette nette continue de diminuer**. Pour les trois prochaines années, la diminution anticipée de la dette nette est de **-95,7 M\$**, tout en investissant **1 484,1 M\$** dans les infrastructures de la Ville (PTI 2017-2019) excluant le RTC.

Respect du cadre financier

Respect du cadre financier depuis 2009, élément important lors de l'évaluation de la notation de crédit de la Ville par l'agence Moody's. La notation de crédit de la Ville est maintenue à Aa2 depuis 2011.

FAITS SAILLANTS

TAXATION RÉSIDENTIELLE

Conformément à l'engagement de janvier 2016, il y a **GEL** des **TAXES RÉSIDENTIELLES** au budget 2017.



Facture de taxes 2017 - Résidentiel

Selon l'évaluation moyenne : 283 000 \$

	Vanier	Sillery	Lac Saint-Charles	Charles-bourg	Saint-Émile	Beauport	Ste-Foy	Québec	Cap-Rouge	Lorette-ville	Val-Bélair
Taxes 2016	2 775 \$	2 799 \$	2 790 \$	2 801 \$	2 805 \$	2 811 \$	2 810 \$	2 987 \$	2 906 \$	2 972 \$	3 079 \$
Taxes 2017											
Taxes foncières générales (montant de base)	2 312 \$	2 362 \$	2 362 \$	2 362 \$	2 362 \$	2 362 \$	2 362 \$	2 362 \$	2 444 \$	2 455 \$	2 573 \$
Harmonisation du fardeau fiscal (Loi sur les fusions de 2002)	42 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Taxes spéciales (dettes des anciennes villes)	0 \$	6 \$	7 \$	7 \$	13 \$	15 \$	24 \$	168 \$	6 \$	61 \$	68 \$
Taxes de service (tarifications)	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$	445 \$
TAXES 2017 SELON GEL	2 799 \$	2 813 \$	2 814 \$	2 814 \$	2 820 \$	2 822 \$	2 831 \$	2 975 \$	2 895 \$	2 961 \$	3 086 \$
Variations	0,86%	0,50%	0,86%	0,46%	0,53%	0,39%	0,75%	-0,40%	-0,38%	-0,37%	0,23%
	24 \$	14 \$	24 \$	13 \$	15 \$	11 \$	21 \$	-12 \$	-11 \$	-11 \$	7 \$
Ajustement de taxes	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$	-24 \$
TAXES 2017 AJUSTÉES	2 775 \$	2 789 \$	2 790 \$	2 790 \$	2 796 \$	2 798 \$	2 807 \$	2 951 \$	2 871 \$	2 937 \$	3 062 \$
Variations	0,0%	-0,4%	0,0%	-0,4%	-0,3%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	-1,2%	-1,2%	-0,6%
	0 \$	-10 \$	0 \$	-11 \$	-9 \$	-13 \$	-3 \$	-36 \$	-35 \$	-35 \$	-17 \$
Date de fin prévue des dettes des anciennes villes	2016	2024	2019	2021	2019	2026	2026	2026*	2023	2025	2029

* 2027 pour le déficit actuariel

TAXATION NON RÉSIDENTIELLE

Pour une deuxième année consécutive, la Ville limite la hausse des taxes pour les immeubles non résidentiels à l'inflation projetée, estimée à **1,8 %** en 2017.

En 2016, la Ville a fait le choix de se prévaloir d'une disposition de la *Loi sur la fiscalité municipale* et de fixer trois taux de taxation distincts pour les immeubles non résidentiels. Selon cette Loi, une telle mesure ne peut être utilisée que pour les deux premières années d'un rôle d'évaluation. En 2017, la Ville réduit de moitié l'impact de cette décision et elle imposera des taux uniformes en 2018.

TAXES



GEL
pour les immeubles
résidentiels

↑ **1,8 %**

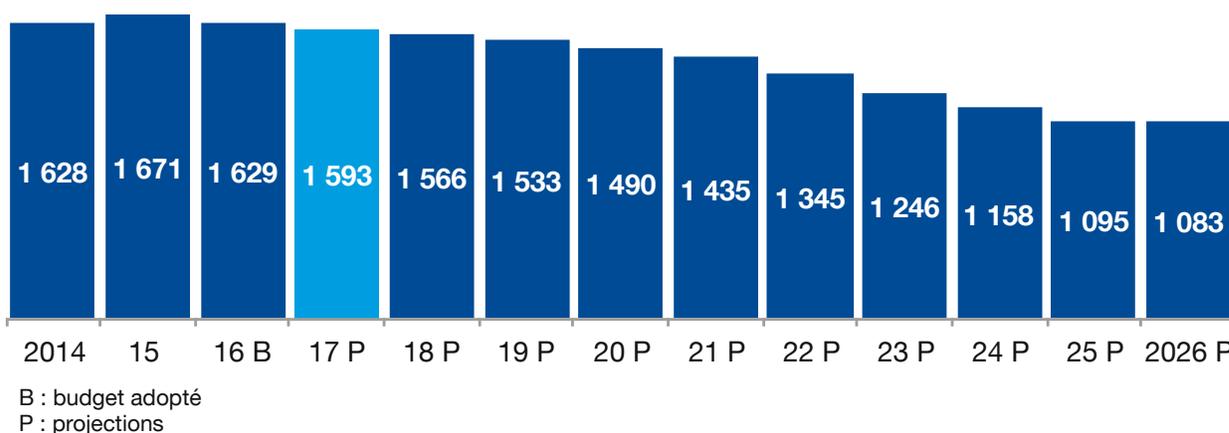
pour les immeubles
non résidentiels

FAITS SAILLANTS

DETTE NETTE

1 593,1 M\$	↓ -35,8 M\$ (-2,2 %) par rapport au budget 2016
	Conformément à la planification du cadre financier, il est prévu que la dette nette maintienne la DIMINUTION amorcée en 2016, tout en conservant le niveau de réalisation des investissements à un minimum de 300 M\$ par année.

Dettes nettes (en M\$)



CADRE FINANCIER

RESPECT du **CADRE FINANCIER** depuis 2009, élément important de l'évaluation de la notation de crédit de la Ville par l'agence Moody's.

Aa2 maintien de la notation de crédit de la Ville depuis 2011.

1,73 %	Dettes nettes par rapport au potentiel fiscal < 3,5 %
17,15 %	Service de la dette nette par rapport au budget de fonctionnement < 20 %
104 %	Dettes nettes consolidées par rapport aux recettes totales consolidées en diminution vers l'atteinte du 100 %
96,2 M\$	Paiement comptant d'immobilisations en ↑ de 15 M\$
44,4 M\$	Réserve financière pour le paiement accéléré de la dette en ↑ de 7,4 M\$



FAITS SAILLANTS

PLAN D'INVESTISSEMENT EN INFRASTRUCTURES

15 ANS POUR REMETTRE À NEUF LES INFRASTRUCTURES

EN AVANCE SUR L'OBJECTIF

(objectif 2008-2019 : 80 %)

2008

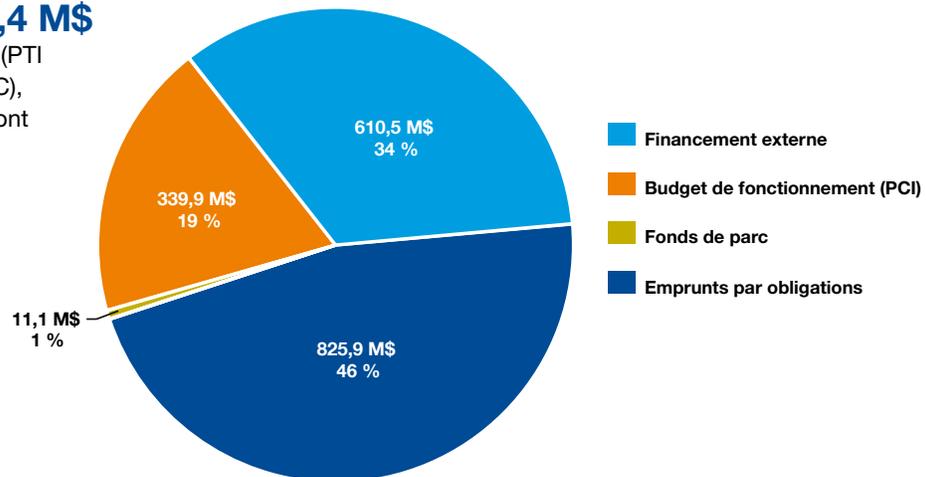
2022

2008-2019
6,7 G\$
95 % de l'objectif

7 G\$

FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS

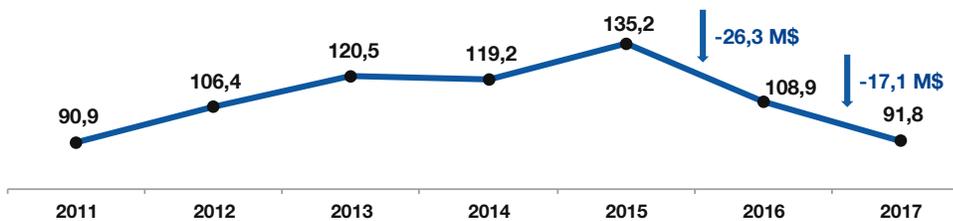
La Ville investira **1 787,4 M\$** dans ses immobilisations (PTI 2017-2019 incluant le RTC), dont seulement **46 %** seront financés par le biais d'**EMPRUNTS**.



RÉGIMES DE RETRAITE – IMPACT DE LA LOI 15¹

Régimes de retraite selon les budgets adoptés (excluant l'impact du « couloir² »)

(en M\$)



L'IMPACT POSITIF de la loi 15¹ demeure. La croissance des dépenses des **RÉGIMES DE RETRAITE** est **CONTRÔLÉE**.

¹ Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15).

² Mesure permise par le MAMOT permettant de différer dans le temps une partie de la taxation. Le remboursement complet du « couloir » doit être effectué au plus tard en 2022.

FAITS SAILLANTS

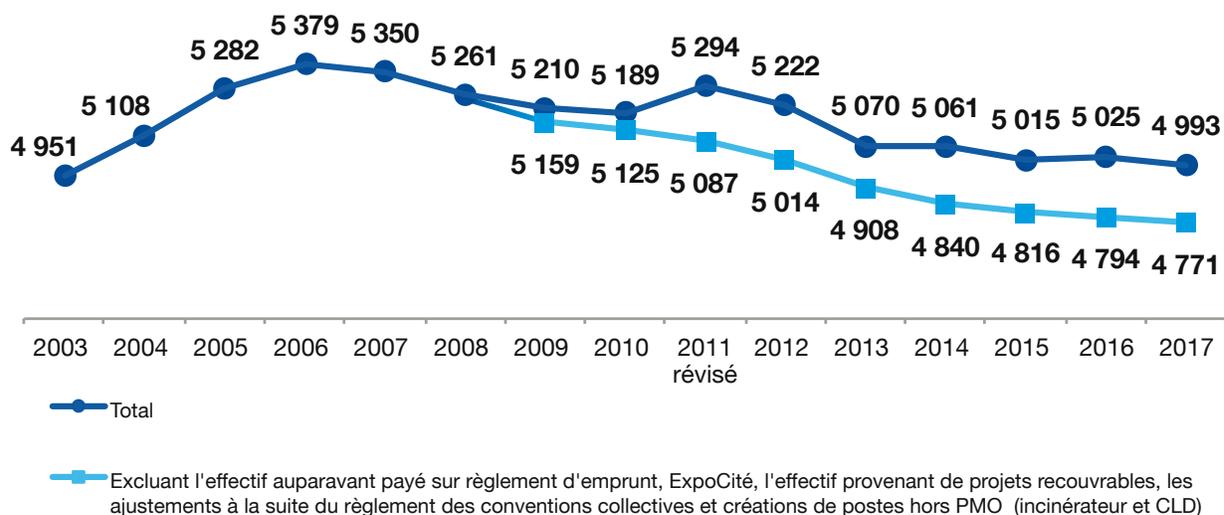
EFFECTIF

L'effectif demeure **INFÉRIEUR À CE QU'IL ÉTAIT LORS DES FUSIONS MUNICIPALES** à **4 771 p.a.** en 2017 comparativement à 4 951 p.a. en 2003.

L'objectif 2017 du **PLAN DE MAIN-D'OEUVRE (PMO)** était de 5 001 p.a. Il est prévu que l'effectif de 2017 atteigne **4 993 p.a.**, créant ainsi un **ÉCART FAVORABLE** de 8 p.a. avec l'objectif.

Effectif selon les budgets adoptés

(en p.a.)

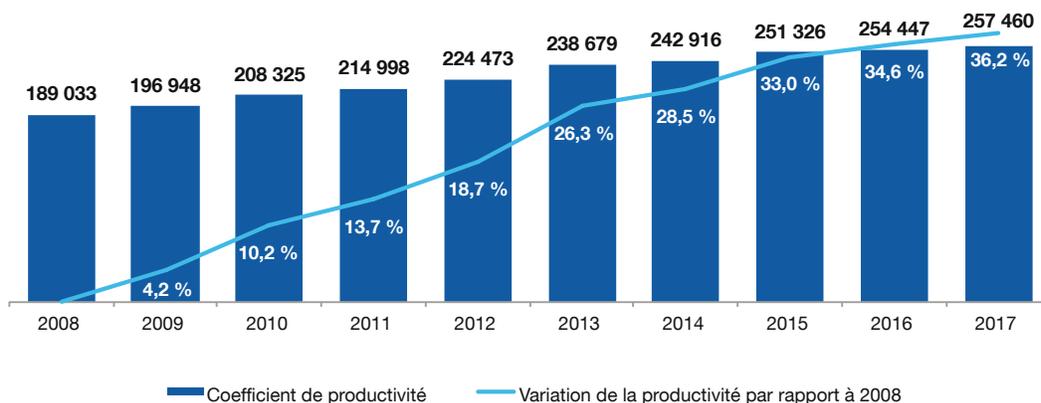


PRODUCTIVITÉ

Grâce à un meilleur contrôle des effectifs passant par l'abolition de postes, la productivité des employés est **EN HAUSSE** de **36,2%** (en dollars constants) depuis 2008.

Coefficient de productivité excluant l'inflation ³

(en M\$)



765 postes ABOLIS
depuis 2007

³ Budget excluant l'inflation par rapport à l'effectif total

VARIATIONS BUDGÉTAIRES DES DÉPENSES

Budget 2016 : **1 403,6 M\$**

↑	des dépenses des services et arrondissements	+ 0,9 %	+ 12,9 M\$
↑	de la contribution de la Ville au RTC	+ 0,1 %	+ 2,1 M\$
↓	des autres dépenses	- 1,5 %	- 21,6 M\$
↓	Variation budgétaire avant les efforts pour les paiements comptant des immobilisations et le paiement accéléré de la dette	- 0,5 %	- 6,6 M\$
↑	Effort supplémentaire consacré aux paiements comptant des immobilisations et à la réserve financière pour le paiement accéléré de la dette	+ 1,6 %	+ 22,4 M\$
↑	VARIATION BUDGÉTAIRE TOTALE	+ 1,1 %	+ 15,8 M\$

Budget 2017 : **1 419,4 M\$**



REVENUS ET DÉPENSES



À PROPOS DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Le budget 2017 est présenté de manière à respecter la structure organisationnelle de la Ville, c'est-à-dire par unités administratives ainsi que par postes budgétaires communs.

Les données financières de ce budget sont non consolidées, c'est-à-dire qu'il s'agit du budget de l'administration municipale uniquement (mis à part les données d'investissement qui comprennent celles du RTC).

• Budget de fonctionnement

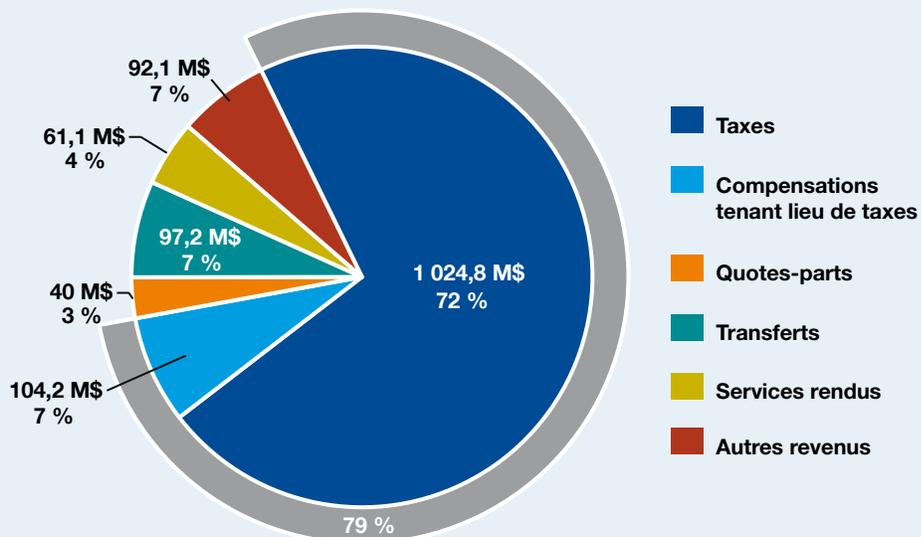
Il comprend les dépenses et les revenus annuels associés à la prestation de services municipaux. La principale source de financement provient des taxes municipales (79 %).

• Budget d'investissement

(programme triennal d'immobilisations)
Il permet de financer les projets d'immobilisations que la Ville prévoit effectuer pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie des citoyens par un meilleur aménagement urbain.

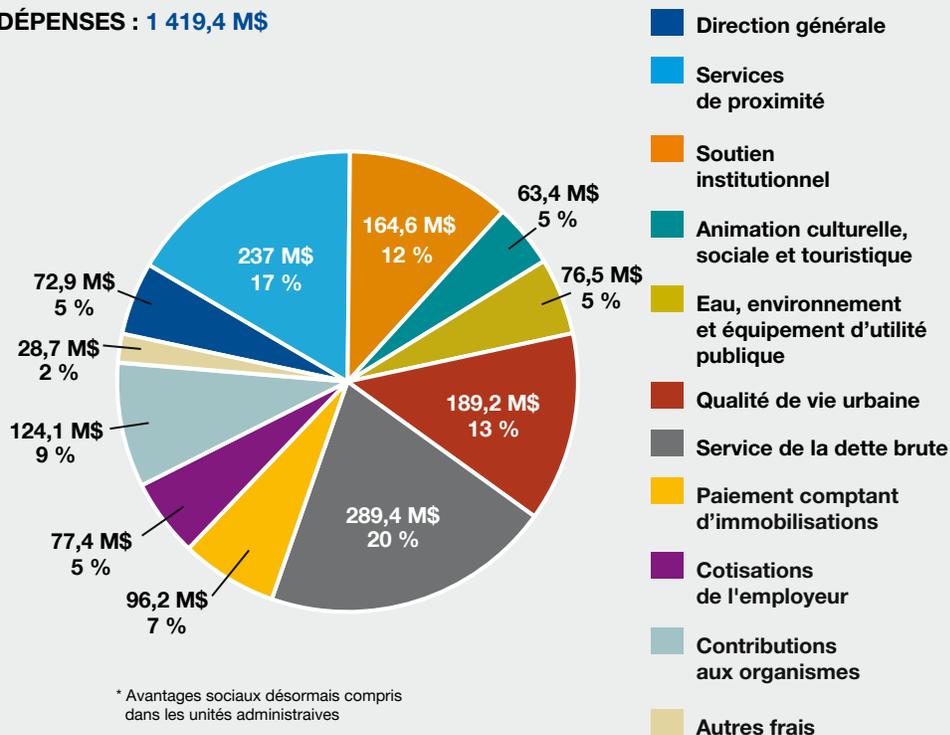
PROVENANCE DES REVENUS

REVENUS : 1 419,4 M\$

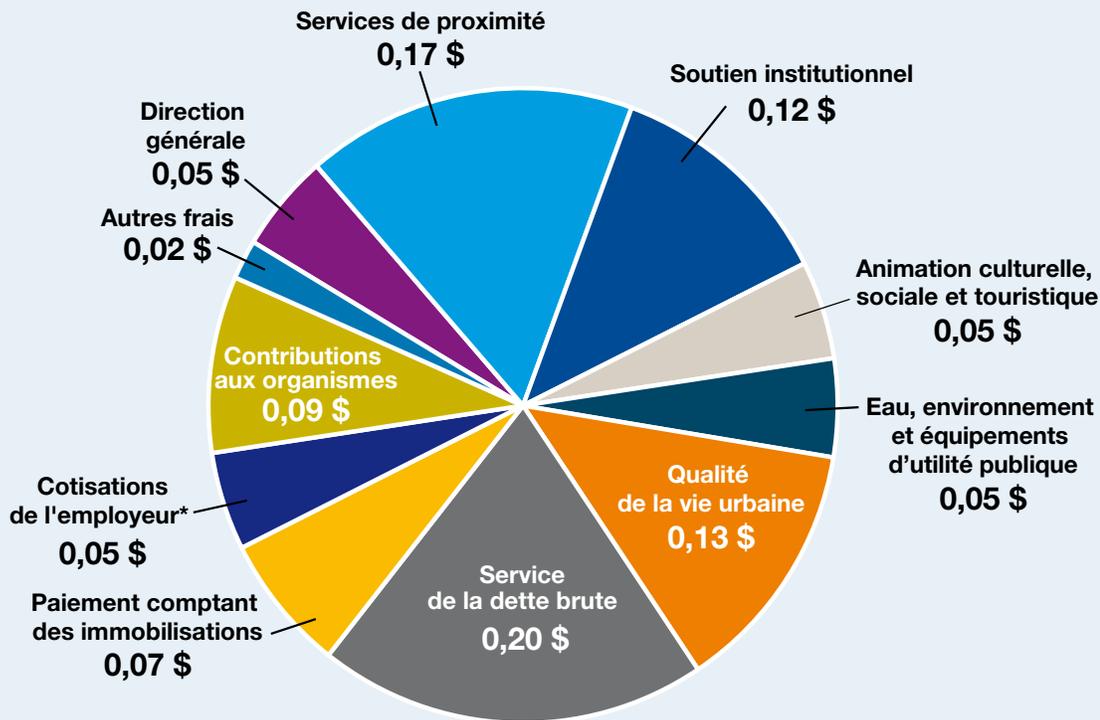


DÉPENSES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

DÉPENSES : 1 419,4 M\$



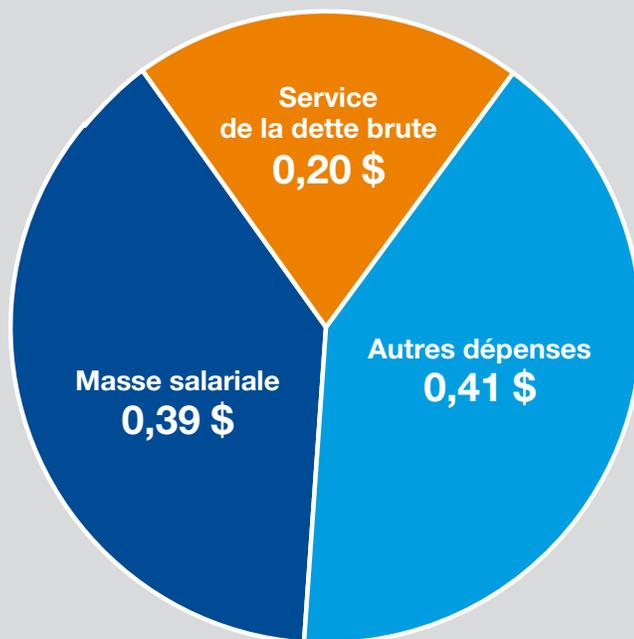
1 \$ DE VOS TAXES REPRÉSENTE



* Depuis 2016, avantages sociaux inclus dans les unités administratives (auparavant compris dans les cotisations de l'employeur).



Budget 2017 :
1 419,4 M\$







« LEAN MANAGEMENT »

La culture d'amélioration continue basée sur le « Lean Management » demeure à la base des actions des unités administratives et elle permet à la Ville d'ATTEINDRE les **OBJECTIFS DE PERFORMANCE** qu'elle s'est fixée. Ces objectifs se regroupent sous cinq axes, soit :

- la santé et la sécurité;
- la qualité;
- la productivité;
- le coût;
- les employés et les partenaires.



DÉPENSES

Gouvernance des arrondissements

La DGA des services de proximité a entrepris en 2016 une réflexion d'envergure pour revoir l'organisation de sa prestation de service. Axée sur la transversalité, cette réorganisation vise entre autres à mieux harmoniser et standardiser les pratiques et à optimiser l'utilisation des ressources. De plus, des responsables de processus sont identifiés pour assurer une coordination intégrée de l'action de tous les arrondissements. Ainsi, en plus de la gestion quotidienne, des gestionnaires se voient confier des responsabilités transversales pour tous les arrondissements.

Ces démarches qui améliorent l'efficacité et l'efficience permettent à la DGA des services de proximité de générer des économies non négligeables en réduisant le nombre de postes de cadre, en évitant des redondances et en optimisant certains services.

Les économies totales sont estimées à 6,8 M\$ pour les années 2017-2018-2019, dont 1,2 M\$ en 2017.

Le budget 2017 dédié aux arrondissements se chiffre à 214,5 M\$ en hausse de 3,7 M\$ (1,8%). Les grandes activités chapeautées par les arrondissements sont :



Déneigement

43,7 M\$

↑ de 1,3 M\$, soit 3,1 %, par rapport au budget 2016 (incluant les variations liées à la rémunération globale)



Aqueduc, égouts et voirie

40,5 M\$

↑ de 1,5 M\$, soit 3,8 %, par rapport au budget 2016 (incluant les variations liées à la rémunération globale)





Matières résiduelles

21,6 M\$

↑ de 0,1 M\$, soit 0,5 %, par rapport au budget 2016 (incluant les variations liées à la rémunération globale)



Piscines, patinoires et parcs

21,2 M\$

↑ de 1,3 M\$, soit 6,5 %, par rapport au budget 2016 (incluant les variations liées à la rémunération globale)



Activités culturelles et sportives

23,3 M\$

Budget comparable au budget 2016



Rémunération globale

557,2 M\$ 39,3% des dépenses	↓ de -3,6 M\$, soit -0,6 %, par rapport au budget 2016
	La rémunération globale demeure le poste de dépenses le plus important, mais en baisse par rapport au dernier budget. Sa proportion passe de 40,0 % à 39,3 % des dépenses de fonctionnement.
	↑ 7,7 M\$ Rémunération globale excluant les régimes de retraite
	↓ -11,3 M\$ Régimes de retraite (dépense fiscale)



Service de la dette brute

289,4 M\$	↑ de 4,2 M\$, soit 1,5 %, par rapport au budget 2016
	↓ -3,2 M\$ Service de la dette brute.
	↑ 7,4 M\$ Dotation de la réserve financière pour le paiement accéléré de la dette, tel que prévu au cadre financier.

Paiement comptant d'immobilisations

96,2 M\$	↑ de 15 M\$, soit 18,5 %, par rapport au budget 2016
	Conformément au cadre financier.

Unités administratives

803,6 M\$	↑ de 12,9 M\$, soit 1,6 %, par rapport au budget 2016 (incluant les variations liées à la rémunération globale)
	↑ 12,4 M\$ Rémunération (incluant avantages sociaux)



Grands événements

10,2 M\$

Nouveaux événements prévus par rapport au budget 2016, notamment la tenue des Grands voiliers 2017, le Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique et Bordeaux fête le vin à Québec.

Culture

24,4 M\$

↑ de 0,5 M\$, soit 2,0 %, par rapport au budget 2016
Maintien des budgets en culture, tel que promis lors du colloque Vision Culture 2025 tenu en septembre 2014.

Énergie

37,1 M\$

↓ de -1,1 M\$, soit -2,9 %, par rapport au budget 2016

Diminution du coût au litre du carburant.

Transport en commun

115,2 M\$

↑ de 2,1 M\$, soit 1,8 %, par rapport au budget 2016

Augmentation de la contribution de la Ville au Réseau de transport de la Capitale.

Élections

1,1 M\$

Dotation annuelle de la réserve financière pour élections

Une élection municipale générale doit être tenue tous les quatre ans. Le coût de cette élection est estimé à 4,3 M\$. Dans le but de stabiliser la taxation, une réserve financière a été créée. Elle est dotée annuellement de sommes provenant des revenus généraux. La création de cette réserve permet de répartir la dépense sur plusieurs exercices financiers et d'éviter ainsi des soubresauts dans la taxation. Avec cette réserve, la Ville aura en mains, pour l'élection 2017, les sommes suffisantes à son financement.

BUDGET D'INVESTISSEMENT 2017-2019 (Programme triennal d'immobilisations)



Le PTI 2017-2019 regroupe les projets d'investissement que la Ville, incluant le Réseau de transport de la Capitale (RTC), prévoit effectuer au cours des trois prochaines années.

SOMMAIRE DU PTI 2017-2019

(en millions de dollars)

	2017	2018	2019	Total PTI	%
INVESTISSEMENTS					
Ville de Québec	500,0	511,4	427,7	1 484,1	83
Réseau de transport de la Capitale (RTC)	86,9	138,5	77,9	303,3	17
Investissements totaux	586,9	649,9	550,6	1 787,4	100
FINANCEMENT					
Emprunts par obligations	255,2	314,9	255,8	825,9	46
Fonds de parc*	5,6	3,0	2,5	11,1	1
Budget de fonctionnement (PCI)	102,2	111,5	126,2	339,9	19
Financement à la charge de la Ville et du RTC	363,0	429,4	384,5	1 176,9	66
Financement externe	223,9	220,5	166,1	610,5	34
Financement total	586,9	649,9	550,6	1 787,4	100

*Établi annuellement selon les fonds disponibles.

Ces investissements se répartissent en deux catégories :

- **maintien de la pérennité des actifs** pour **859,8 M\$ (48,1 %)**;
- **développement des infrastructures** pour **927,6 M\$ (51,9 %)**.

LES GRANDS PROJETS DU PTI 2017-2019



89,2 M\$

- Développement des services du RTC découlant des orientations du Plan de mobilité durable de la Ville



75 M\$

- Réhabilitation des **CHAUSSÉES**



60,2 M\$

- Réhabilitation de conduites **D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT**



59,0 M\$

- Construction d'un **CENTRE DE GLACE** (anneau de glace couvert et deux patinoires), projet de 68,7 M\$



51,7 M\$

- Construction du **CENTRE DE BIOMÉTHANISATION** de l'agglomération de Québec, projet de 98,5 M\$



41,9 M\$

- Travaux correctifs de la **RIVIÈRE LORETTE**



40,8 M\$

- Construction de la **CENTRALE DE POLICE** et de la **COUR MUNICIPALE**



28,0 M\$

- Opération massive d'**ASPHALTAGE**



25,5 M\$

- Construction d'un **CENTRE COMMUNAUTAIRE**, quartier **SAINT-ROCH**



21,8 M\$

- Relocalisation du **MARCHÉ PUBLIC DE QUÉBEC**



17,5 M\$

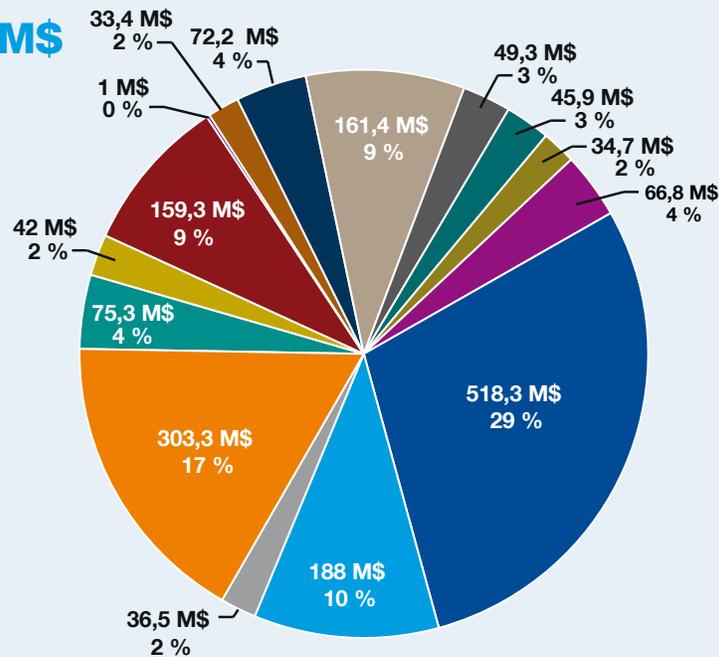
- Réfection de l'**USINE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE DE SAINTE-FOY**, projet de 41,4 M\$

	17,1 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Réfection des POSTES DE POMPAGE SAINT-PASCAL (11,9 M\$) et LIMOILLOU (5,2 M\$), projets totaux de 24,5 M\$
	13,4 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Développement des ÉCOQUARTIERS D'Estimauville (6,1 M\$) et de la Pointe-aux-Lièvres (7,3 M\$)
	10,0 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un CENTRE COMMUNAUTAIRE, quartier MAIZERETS
	9,0 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Vision des DÉPLACEMENTS À VÉLO
	8,6 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Réaménagement de la BASE DE PLEIN AIR DE SAINTE-FOY (phase I)
	8,0 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Aménagement de la PLACE PUBLIQUE JEAN-BÉLIVEAU, projet de 10 M\$
	7,8 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Participation à la restauration du COUVENT DE BEAUPORT
	5,0 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition du site de la CNESST, rue Bourdages, dans le cadre d'un projet de redéveloppement urbain pour 5 M\$
	4,4 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Agrandissement et réfection du CENTRE COMMUNAUTAIRE DES CHUTES, projet de 4,4 M\$
	3,0 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à la construction d'un centre YWCA
	2,1 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Construction de deux PALESTRES DE GYMNASTIQUE et de gymnases dans les secteurs est (1,2 M\$) et ouest (0,9 M\$) de la ville, projet de 13,7 M\$
	2,0 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Contribution à la construction d'un GYMNASÉ À L'ACADÉMIE SAINT-LOUIS

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

(INCLUANT RTC)

1 787,4 M\$

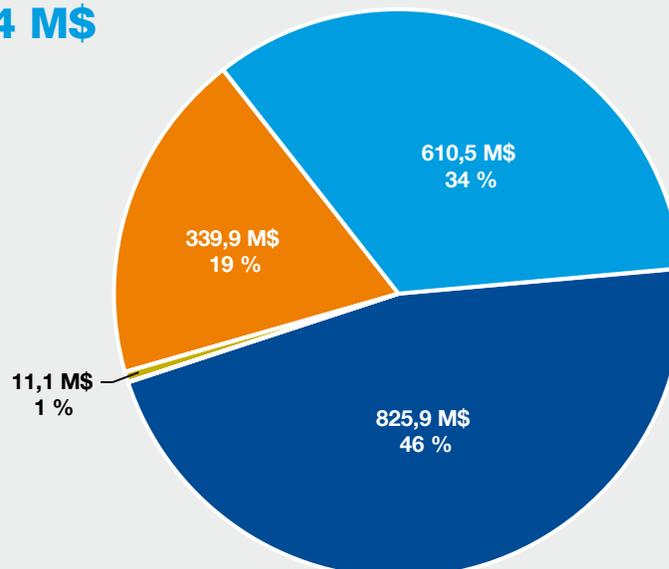


- Technologies de l'information
- Culture et relations internationales
- Loisirs et sports
- Bureau de développement communautaire et social
- Bureau de l'habitation
- Développement économique et grands projets
- Eau et environnement
- Aménagement et développement urbain
- Bureau du transport
- Planif. et coordination aménagement du territoire
- Traitement des eaux
- Ingénierie
- Gestion des immeubles
- Gesiton des équipements motorisés
- Transport en commun

FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS

(INCLUANT RTC)

1 787,4 M\$



- Financement externe
- Budget de fonctionnement (PCI)
- Fonds de parc
- Emprunts par obligations

SOMMAIRE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2017

(en millions de dollars)

	RÉEL		PROJETÉ	BUDGET	
	*2014	**2015	**2016	**2016	2017
REVENUS					
Taxes	937,9	967,0	1 005,3	1 006,9	1 024,8
Compensations tenant lieu de taxes	108,3	100,5	103,9	105,9	104,2
Quotes-parts	36,7	40,4	40,2	40,2	40,0
Transferts	96,3	89,0	100,7	95,0	97,2
Services rendus	62,9	60,6	60,5	64,9	61,1
Imposition de droits	42,2	35,0	36,5	41,0	36,8
Amendes et pénalités	20,8	20,4	20,5	21,0	21,4
Intérêts	10,6	10,8	11,0	8,5	10,4
Autres revenus	21,3	23,6	17,0	16,7	11,3
Affectations	14,3	11,3	4,8	3,5	12,2
Total des revenus	1 351,3	1 358,6	1 400,4	1 403,6	1 419,4
DÉPENSES					
Dépenses par secteur d'activité					
Direction générale	54,2	64,6	72,5	73,8	72,9
Services de proximité	196,5	223,2	231,6	233,0	237,0
Soutien institutionnel	144,6	160,4	156,7	162,6	164,6
Animation culturelle, sociale et touristique	55,9	58,6	65,7	61,3	63,4
Eau, environnement et équipement d'utilité publique	71,5	74,5	76,3	75,8	76,5
Qualité de vie urbaine	143,6	180,8	185,6	184,2	189,2
Total dépenses par secteur d'activité	666,3	762,1	788,4	790,7	803,6
Dépenses de financement					
Service de la dette brute	288,5	275,4	282,3	285,2	289,4
Paiement comptant d'immobilisations	51,0	63,7	78,9	81,2	96,2
Total dépenses de financement	339,5	339,1	361,2	366,4	385,6
Autres dépenses					
Cotisations de l'employeur	167,8	95,9	92,0	91,7	77,4
Contributions aux organismes	113,3	117,0	121,6	121,8	124,1
Autres frais	49,8	32,3	31,5	33,0	28,7
Total des autres dépenses	330,9	245,2	245,1	246,5	230,2
Total des dépenses	1 336,7	1 346,4	1 394,7	1 403,6	1 419,4
EXCÉDENT AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	14,6	12,2	5,7	0,0	0,0
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES					
Revenus	10,4	14,0	n/d		
Dépenses	9,4	12,5	n/d		
Écart des revenus sur les dépenses	1,0	1,5	n/d		
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT	15,6	13,7	5,7		

* La baisse des revenus de compensations tenant lieu de taxes entre 2014 et 2015 découle des mesures du pacte fiscal transitoire. Les dépenses de 2014 des unités administratives sont présentées avant réorganisations et excluant les avantages sociaux.

** Les dépenses des unités administratives ont été redressées, voir secteur « Analyse des dépenses », « Dépenses des unités administratives ».

